



Organisation
internationale
du Travail

SCREAM: de la mobilisation à l'initiative publique (Paraguay)

CONTEXTE

L'application progressive de la méthodologie de Défense des droits des enfants par l'éducation, les arts et les médias (SCREAM), en tant que stratégie préventive de sensibilisation des enseignants et des élèves, fait de l'expérience du Paraguay un exemple d'intégration progressive du problème des pires formes de travail des enfants par les instances éducatives d'un pays.

Grâce à un processus par étapes, au cours de chaque année universitaire entre 2005 et 2009, des mesures ont été appliquées pour amorcer un changement des comportements sociaux et culturels relatifs au travail domestique des enfants et l'exploitation sexuelle commerciale des enfants, en vue de les prévenir et de les abolir progressivement.

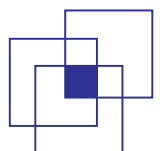
L'application de la méthodologie SCREAM, adaptée aux conditions du pays et axée sur les problèmes du travail domestique des enfants et de l'exploitation sexuelle commerciale des enfants, en tant que stratégie préventive de sensibilisation des enseignants et des élèves au Paraguay, s'est accélérée et représente un exemple intéressant d'assimilation progressive par les instances éducatives d'un pays du problème des pires formes de travail des enfants, et en particulier du travail domestique des enfants et de l'exploitation sexuelle commerciale des enfants.

ACTION

La séquence des mesures prévues pour la mise en œuvre de la méthodologie SCREAM comprenait des entrevues de sensibilisation à l'intention de superviseurs, techniciens et directeurs de l'éducation, qui ont contribué à la compréhension des problèmes ciblés et à la visualisation de la méthodologie comme un système permettant d'aborder ces problèmes.

En outre, des ateliers ont été organisés pour former les enseignants, durant lesquels chacun des modules a été testé en vue de son application ultérieure avec leurs élèves. Ont également été organisés: des réunions de suivi organisées par les techniciens de suivi et les enseignants pour échanger les expériences et les leçons apprises ; des réunions d'évaluation avec les directeurs ; des visites de suivi des institutions impliquées dans le projet ; l'élaboration de rapports par les enseignants ; la publication et la diffusion du rapport final des activités ; la participation des élèves aux moyens de communication et la tenue de discussions.

Bonnes pratiques



“ Nous nous sommes rendu compte qu'en réalité, les personnes ne se sentent pas concernées par ce problème ; on dirait qu'elles sont habituées à voir des enfants traîner dans les rues, à les maltraiter, certains leur disent des méchancetés, mais en réalité, ils ne sont pas visibles pour les gens.”

Lorena, 16 ans.

Le travail des enseignants auprès des élèves a réussi une promotion efficace des droits des enfants et des adolescents, via la sensibilisation et la prise de conscience au sujet du travail des enfants.

Les élèves participants ont contacté les principaux acteurs de la communauté (maires, directeurs d'hôpitaux, directeurs d'établissements d'enseignement, employeurs, chargés de communication) et les médias ; ils ont réalisé des enquêtes auprès des enseignants, élèves et parents ; ils ont organisé des réunions sur le travail des enfants dans les établissements d'enseignement ; ils ont mis en place des actions de sensibilisation à la radio ; ils ont publié des articles dans les journaux locaux, des affiches et d'autres supports et organisé des débats sur le sujet dans chacun des districts dans lesquels le projet a été organisé. En outre, les techniciens ont formé les enseignants et ont suivi leur évolution, en collaboration avec le ministère de l'Éducation.

Le ministère de l'Éducation s'appuie actuellement sur une équipe de présentation de la méthodologie SCREAM qui a un effet multiplicateur, étant donné que ses membres forment les enseignants dans les services et qu'ils assurent le suivi avec les techniciens et l'accompagnement et le suivi avec les directeurs.

| Année | Bénéficiaires | Couverture géographique |
|-------|--|---|
| 2005 | 633 élèves et 30 enseignants | Département de Cordillera (Caacupé y Tobatí) |
| 2006 | 2 700 élèves et 65 enseignants | Département de Cordillera (Arroyos y Esteros, San Bernardino, Atyra y Tobatí) |
| 2007 | 12 500 élèves et 300 enseignants | 5 départements: Alto Paraná, Guairá, Canindeyú, Itapúa y San Pedro |
| 2008 | 17 875 élèves, 818 enseignants et création d'une équipe d'animateurs du ministère de l'Éducation | 6 départements: Cordillera, Alto Paraná, Guairá, Canindeyú, Itapúa y San Pedro |
| 2009 | 21 279 élèves, 551 enseignants, 380 établissements d'enseignement et équipe renforcée d'animateurs du ministère de l'Éducation | 6 départements: Cordillera, Alto Paraná, Guairá, Canindeyú, Itapúa y San Pedro (57 districts) |

RÉSULTATS

D'après Lorena, adolescente de 16 ans, cette méthodologie a permis d'identifier un problème non décelé auparavant et qui concerne tout le monde: «Nous nous sommes rendu compte qu'en réalité, les personnes ne se sentent pas concernées par ce problème

; on dirait qu'elles sont habituées à voir des enfants traîner dans les rues, à les maltraiter, certains leur disent des méchancetés, mais en réalité, ils ne sont pas visibles pour les gens».

En plus de la prise de conscience des adolescents eux-mêmes, il a été possible de faire participer les enseignants, les parents et la communauté en général et, malgré le manque d'un outil de mesure spécifique, l'on a pu constater une répercussion de la couverture par les médias, l'augmentation des dénonciations de déni des droits signalées aux centres communautaires de défense de l'enfance et de l'adolescence (CODENI), voire le retrait ou la diminution des journées de travail de certains enfants des districts participant à l'initiative.

La méthodologie peut être adaptée à la réalité locale, puisqu'elle permet aux élèves de créer les activités à partir de leurs propres conditions et réalités.

DURABILITÉ

Étant donné que la méthodologie est appliquée à l'école, qu'elle fait participer divers acteurs pédagogiques locaux et nationaux à différents niveaux (enseignants, techniciens, superviseurs, etc.), elle permet de mobiliser toute la communauté de l'enseignement sur le thème du travail des enfants, et en particulier le travail domestique des enfants et l'exploitation sexuelle commerciale des enfants.

Le fait que le projet soit actuellement mis en œuvre par le ministère de l'Éducation devrait permettre d'étendre la méthodologie à la totalité du pays et d'assurer sa viabilité, avec un investissement modéré pour augmenter le nombre de formateurs. On a créé un plan de formation de formateurs avec les techniciens du suivi du ministère de l'Éducation et l'équipe d'animation de la méthodologie SCREAM.

Cette expérience a interpellé le public, le sujet du travail des enfants a été débattu au sein de la communauté, les enfants ont commencé à nouer des relations avec les autorités locales et la mobilisation et l'articulation consécutives permettent d'asseoir les bases de la continuité.

LEÇONS APPRISES

- Impliquer les instances gouvernementales dès le début de l'expérience pilote, leur confier le rôle principal et le suivi, avec un soutien technique.
- Le travail préventif dans le domaine de l'enseignement public doit s'appuyer sur l'adoption d'une approche progressive de mise en œuvre des mesures.
- Expériences pratiques de mobilisation des enseignants et des élèves : par exemple, débat, entretiens dans les médias, enquête, travail en réseau avec les techniciens, directeurs et enseignants, etc. Manuel de la méthodologie SCREAM remis à chaque enseignant et à l'école.
- Il est important de souligner que l'impression du manuel pédagogique s'est faite au Paraguay, ce qui a permis d'en réduire les coûts.

CONDITIONS REQUISES

L'une des conditions nécessaires pour encourager des initiatives telles que celle-ci est le lien qui existe entre l'application de la méthodologie et le ministère de l'Éducation. Il faut pour cela que les autorités soient sensibilisées au travail des enfants et que l'application de la méthodologie soit efficace pour la lutte contre ce fléau.

Mise en place d'une expérience concrète qui pourrait être appelée pilote, axée sur les écoles dans lesquelles ont été identifiés des élèves concernés par le travail des enfants.

Les étapes suivies au Paraguay sont les suivantes :

Étape 1 : les techniciens embauchés ont appliqué la méthodologie à tous les niveaux, depuis la formation des enseignants jusqu'à l'application des modules avec les enfants, toujours accompagnés par les instances locales du ministère de l'Éducation.

Étape 2 : les techniciens n'ont formé que les enseignants et, en collaboration avec le ministère de l'Éducation, ont suivi l'évolution de chacun des enseignants appliquant la méthodologie dans son école.

Étape 3 : les superviseurs des départements, les directeurs et les enseignants ont été formés à l'application de la méthodologie ; leur évolution et l'application de SCREAM dans chacune des écoles ont été suivies par le ministère de l'Éducation.

Comme on peut l'apprécier, la stratégie a consisté à toujours impliquer le ministère de l'Éducation, à créer un pilote pour identifier les possibilités, à tester le pilote à l'échelle du département pour ensuite l'étendre à tout le pays.

RÉFÉRENCES

- *Buenas prácticas y lecciones aprendidas: Tejiendo Redes contra la explotación de niños, niñas y adolescentes – Chile, Colombia, Paraguay y Perú* (<http://www.ilo.org/ipeinfo/product/download.do?type=document&id=7631>).
- *Coffret pédagogique SCREAM* (<http://www.ilo.org/ipeccampaignadvocacy/Scream/lang-es/index.htm>).

CONTACT:

Bernardo Puente, Coordinateur national de programme, IPEC Paraguay (bernardo@oitpec.org.py).

Aurora Figueredo, FortaleSer (Fortaleza del Ser) (auroraf@cuipe.com.py).

Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC)

BIT - 4 route des Morillons - CH-1211 Genève 22 - Suisse (www.ilo.org/ipecc - ipecc@ilo.org).

Copyright © OIT - Genève Mai 2010.

